

# LE PS ET LA CHINE DES ANNÉES 1950 AUX ANNÉES 1980 : DES "REGARDS" AUX "RELATIONS POLITIQUES"

Kaixuan Liu

**La Fondation a réuni le 4 décembre 2018 de nombreux historiens et témoins à l'occasion d'une [journée d'études consacrée au Parti socialiste et à l'international](#) durant les années 1970, période charnière tant pour le socialisme français que pour la mondialisation économique et politique. Kaixuan Liu est revenu sur la construction des liens entre les socialistes français et la Chine, des premiers échanges d'informations à la tentative de nouer une véritable relation durable.**

Évoquer les relations entre le Parti socialiste et la Chine durant la guerre froide n'est pas tâche facile. La première raison est simple : la Chine n'était pas un pays qui intéressait tellement les socialistes français, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer aujourd'hui. Dans les archives et publications socialistes conservées à la Fondation Jean-Jaurès, on trouve assez peu de documents sur la Chine par rapport aux autres régions du monde. La distance physique qui sépare la France et la Chine et la fermeture de la Chine du président Mao (1949-1976) aux étrangers rendent difficiles les échanges d'informations et la circulation des personnes, ce qui ne facilite pas la connaissance de la Chine par les socialistes français. Ainsi, il n'a pas existé de relations institutionnelles entre le Parti socialiste et la Chine jusqu'à la fin des années 1970, quand la Chine a voulu restaurer ses relations avec les partis communistes européens (rompues à partir des années 1960) et élargir son réseau de « diplomatie entre les partis politiques » vers les partis sociaux-démocrates en Europe de l'Ouest. L'objectif de ce texte est ainsi de tracer le chemin vers les premières tentatives de construction d'une vraie relation durable entre le PS et la Chine.

La seconde raison de la difficulté de notre sujet est la complexité de ce que représente la Chine durant la guerre froide. C'était un pays à multiples identités. D'abord, la Chine est un pays communiste et un des membres les plus importants du mouvement communiste international. À partir de la rupture sino-soviétique au début des années 1960 jusqu'à la fin de la Révolution culturelle (1976), les dirigeants chinois affirment même être le centre de la révolution mondiale. Ensuite, la Chine est un pays sous-développé confronté aux mêmes problématiques que de nombreux pays du tiers-monde : il lui faut nourrir sa population, construire une économie à partir des ruines de la guerre, etc. Finalement, à partir des années 1960 (conflit sino-soviétique commencé en 1960, explosion de la première bombe atomique chinoise en 1964) et surtout du rapprochement sino-américain au début des années 1970, la Chine est de plus en plus perçue comme le futur « troisième grand » du monde qui pourrait rivaliser avec les deux superpuissances. Les relations entre les socialistes français et la Chine doivent donc être examinées en tenant compte des multiples enjeux que représente la Chine tout au long de la guerre froide.

En fait, les premières années de la guerre froide ne sont guère « froides » en Asie. Lorsque la République populaire de Chine est proclamée par Mao Zedong le 1<sup>er</sup> octobre 1949, la France est toujours en guerre contre le Viêt-minh en Indochine. À l'été 1950, la guerre civile éclate sur la péninsule coréenne, conflit qui deviendra une confrontation militaire entre les deux camps de la guerre froide avec les interventions de l'armée des Nations unies (composée principalement des soldats américains, la contribution française étant celle d'un bataillon d'infanterie) et de la force des « volontaires » chinois, aidée par l'Union soviétique. Plus qu'ailleurs dans le monde, les affaires asiatiques doivent être pensées *via* la logique de la guerre (froide et chaude).

C'est pourquoi les premières réactions de la SFIO face au nouveau régime chinois sont largement influencées par la guerre d'Indochine. Sans faire ici l'histoire de la position de la SFIO sur ce conflit, il suffit de souligner qu'à partir de 1949, il n'est plus pensé simplement dans le cadre de la décolonisation. Pour les socialistes français, le front indochinois représente désormais la ligne que le monde libre doit tenir face à la menace rouge. Bien que la SFIO accepte mal la « solution Bao Dai », qui consiste à soutenir un gouvernement anticomuniste présidé par l'ancien empereur du Vietnam, il n'est pas question de laisser les mains libres à Hô Chi Minh qui est de plus en plus perçu comme un agent du communisme international, derrière lequel se cachent Moscou et Pékin. Par conséquent, la République populaire de Chine est avant tout considérée comme un ennemi, non seulement de la France mais aussi du monde que les socialistes français veulent construire.

On peut citer plusieurs discours des dirigeants socialistes de l'époque pour illustrer leur hostilité à l'égard du nouveau régime chinois. Pour l'ancien ministre de la France d'outre-mer Marius Moutet, le communisme chinois représente pour l'Asie le même danger que l'impérialisme japonais. Les

communistes chinois suscitent dans cette région « une sorte de racisme de grande Asie hérité du Japon, c'est l'idée des indépendances nationales, mais, faites-y bien attention, aussitôt qu'une indépendance nationale est reconnue, et qu'un gouvernement national est institué, quelle est la politique du Parti communiste ? C'est de lutter contre ce gouvernement national et d'essayer de l'abattre[1] ». La déclaration de Marceau Pivert, directeur de la revue *Correspondance socialiste internationale*, à la réunion du conseil national du 5 novembre 1950, est plus caractéristique de la pensée socialiste : « il y a une menace totalitaire, stalinienne [en Asie]. Il faut une thérapeutique appropriée. C'est le Parti socialiste, seul, qui peut appliquer cette thérapeutique[2] ». Pour lui, les « classes dominantes » n'ont pas compris les raisons profondes de la percée du stalinisme en Chine et en Asie. Donc leurs solutions à ce problème, qui consistent à soutenir et armer les nationalistes anticommunistes comme Tchang Kaï-chek, Bao Daï et le président sud-coréen Syngman Rhee, sont inadéquates : « La mentalité avec laquelle on a attaqué ce problème de la révolution paysanne asiatique était une mentalité impérialiste et militaire, elle était ruinée à l'avance dans un problème politique et révolutionnaire. » En revanche, pour Pivert, il faut « attaquer les bases sociales du stalinisme, il faut faire son métier de socialiste, il faut défendre les intérêts de la classe ouvrière ». L'ancien ministre de l'Intérieur Édouard Depreux partage cette idée selon laquelle la politique occidentale en Asie pousse les populations souffrant de la misère vers le bolchevisme : « Si cette politique réactionnaire triomphe là-bas, le bolchevisme peut apparaître [...] comme la seule option pour les esprits libres et pour les esprits progressistes[3] ».

Malgré cette position très méfiante à l'égard du communisme, la direction de la SFIO n'est pas opposée à l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine, contrairement à la position officielle du gouvernement français. Les congrès de la SFIO ont toujours voté en faveur de la reconnaissance diplomatique que le gouvernement français refuse à cause de la guerre d'Indochine. Après la sortie des socialistes du gouvernement en août 1951 et la dégradation de la situation militaire française en Indochine, la position de la SFIO sur la guerre d'Indochine commence à évoluer vers la négociation avec le Viêt-minh, et les propos hostiles à la Chine se font plus rares. Le tournant dans les relations SFIO/Chine date de la conférence de Genève de 1954 qui met un terme à la guerre d'Indochine. À cette occasion, le chef de la délégation chinoise, le Premier ministre Zhou Enlai, a voulu rencontrer des représentants de la SFIO qui sont hostiles à la Communauté européenne de défense. Alain Savary et Robert Lacoste sont désignés, et ils discutent avec Zhou Enlai de l'avenir de l'Indochine. À propos des relations franco-chinoises, Zhou suggère aux deux socialistes que la France pourrait envoyer une délégation commerciale en Chine.

Cet « esprit de Genève » continue à souffler dans les années qui suivent. Le plus connu des voyages de personnalités françaises en Chine dans les années 1950 est sans doute celui d'Edgar Faure, ancien président du Conseil, en 1957. Il publie un récit de voyage intitulé *Le Serpent et la*

*Tortue*<sup>[4]</sup> dans lequel il juge que les contacts entre la Chine et les pays occidentaux aideraient la première à s'ouvrir et à se libéraliser. Les socialistes ne sont pas absents de ces premiers voyages politiques en Chine. En 1955, deux délégations parlementaires françaises sont envoyées en Chine avec la participation de deux socialistes : Bernard Chochoy (délégation du Sénat) et Daniel Mayer (délégation de l'Assemblée nationale). Ces voyages profitent d'un environnement international marqué par la détente et la coexistence pacifique, et les voyageurs français sont souvent convaincus de la nécessité de développer les relations franco-chinoises. Daniel Mayer écrit à son retour dans *L'Express* (le journal des milieux mendésistes) que « le principal souci de la Chine nouvelle est de consolider sa souveraineté nationale ; qu'elle entend, sans renoncer à la doctrine communiste, marquer son indépendance à l'égard de l'URSS [...] ; qu'elle désire renouer au plus tôt des relations économiques avec l'Occident afin de se procurer notamment les engrais, les machines, les camions dont elle a besoin<sup>[5]</sup> ».

Ainsi, l'amélioration des relations franco-chinoises est accompagnée d'une appréciation plus positive de la politique intérieure chinoise. Après les premières années des « guerres chaudes » en Asie, rares sont les hommes politiques français qui dénigrent systématiquement la Chine à partir d'une position résolument anticommuniste. Malgré des réserves sur la question des libertés, il est généralement admis que le communisme représente une solution, et même la seule, pour qu'un grand pays du tiers-monde comme la Chine puisse sortir de sa misère. Le cas du premier voyage de François Mitterrand en Chine (1961) nous paraît assez représentatif d'une prise en compte du « fait chinois » par une personnalité politique française.

Ce voyage se déroule dans un contexte bien particulier. À ce moment-là, la Chine connaît une grave famine provoquée par les politiques du Grand Bond en avant et des communes populaires lancées en 1958. Des journalistes étrangers s'informant à Hong Kong, la colonie britannique qui accueille les réfugiés venant du continent chinois, écrivent déjà de nombreux reportages faisant état d'une crise alimentaire sévère. Pékin décide alors d'inviter un certain nombre de personnalités politiques étrangères de gauche bien disposées à l'égard de la Chine avec l'idée de démentir les rumeurs sur les famines. C'est dans ce contexte que François Mitterrand est accueilli en Chine, précédé notamment par le journaliste américain Edgar Snow et le maréchal britannique Bernard Montgomery. Il nous est impossible de dire si Mitterrand est conscient de l'étiquette politique que les Chinois lui accolent, ou s'il reçoit de ses hôtes la pression psychologique de « bien écrire ». Mais, de fait, dans ses articles publiés dans *L'Express* et son livre *La Chine au défi*, il dénonce la mauvaise foi des reportages occidentaux sur la Chine : « La polémique provoquée à l'Ouest par la disette de 1960 procède, semble-t-il, davantage d'une opinion préétablie sur le régime communiste – et surtout sur le système des communes populaires – que du souci sincère de soulager les maux éprouvés par sept cent millions d'êtres humains<sup>[6]</sup>. » Néanmoins, l'intention de Mitterrand est moins de glorifier le régime du président Mao que

d'alerter le public français sur le danger de ne pas reconnaître les efforts légitimes du gouvernement chinois pour relever le défi de développement et d'indépendance en empruntant les moyens propres au communisme.

Il existe aussi des opinions plus politisées chez les socialistes français. Dès les années 1950, les regards portés sur la Chine par un certain nombre de personnalités politiques et intellectuelles de la gauche française sont étroitement liés à l'autre grand du communisme : l'Union soviétique. Chez cette partie de la gauche française, on essaie de trouver en Chine des éléments qui permettent d'espérer un communisme plus démocratique et plus humain que celui du Parti communiste de l'Union soviétique et du Parti communiste français. En mai 1956, Mao Zedong lance sa campagne des Cent Fleurs visant à libérer les esprits dans la création artistique et les recherches scientifiques. Quelques mois après, le militant socialiste Victor Fay écrit dans *L'Express* à propos du 8<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois (PCC) : « Le parti communiste chinois est aux antipodes, en géographie comme en politique, du Parti communiste français. Tandis qu'au [14<sup>e</sup>] congrès du Havre tout a été fait pour maintenir la structure monolithique du parti et pour réduire à quelques gestes rituels la grande œuvre de déstalinisation, le congrès de Pékin a relancé la campagne momentanément ralentie, amorcé l'évolution ultérieure des partis communistes et apporté aux partisans de la libéralisation l'appoint, peut-être décisif, des gros bataillons chinois[7]. » Ce n'est d'ailleurs pas une simple coïncidence si ce sont souvent les personnalités socialistes de gauche qui sont les plus intéressées par les contacts avec la Chine, comme Daniel Mayer, Roland Dumas (qui accompagne Pierre Mendès France en Chine en 1958) et Édouard Depreux (qui discute en 1959-1960 avec les diplomates chinois à Berne d'une éventuelle visite qui ne verra pas le jour). Cette volonté de chercher un autre communisme en Chine est d'autant plus forte que ce pays lance une grande polémique idéologique contre l'Union soviétique à partir du début des années 1960, en particulier dans les milieux anticolonialistes et ceux du Parti socialiste unifié.

Les effets de la Révolution culturelle (1966-1976) sur les opinions des socialistes français à l'égard de la Chine sont variés. D'un côté, comme l'historiographie l'a déjà montré à propos des jeunes militants de la génération de Mai 68, les discours collectivistes et égalitaristes de la Révolution culturelle séduisent de nombreux Français, et pas seulement dans l'extrême gauche. En janvier 1974, Jacques Attali exprime sur les ondes de France Culture son admiration pour l'« industrialisation avec soin » et l'« urbanisation contrôlée » en Chine[8]. En 1975, dans un entretien accordé à France Inter, Laurent Fabius, qui a aussi effectué « son » voyage en Chine et qui vient de publier *La France inégale*, considère que « ce qui frappe [en Chine], c'est le ressort du travail [...] En Chine, ce n'est pas du tout d'avoir plus que son voisin [qui compte], en d'autres termes le plaisir de l'un n'est pas fait du déplaisir de l'autre. C'est le sentiment qui y est très fort, qui prend tous les visiteurs étrangers, c'est le sentiment que chacun a le sentiment, chacun a l'impression de travailler pour la collectivité[9] ».

Ces propos peuvent surprendre compte tenu des violences politique et physique dans les premières années de la Révolution culturelle (1966-1969), qui sont déjà connues et dénoncées en Occident par les reportages journalistiques de l'époque. En réalité, la radicalité de la Révolution culturelle ressuscite un vieux cliché à propos des « particularités chinoises » qui consiste à considérer les affaires chinoises comme fondamentalement différentes de celles de l'Occident. Par conséquent, on ne juge pas utile d'appliquer les critères des valeurs occidentales pour comprendre ou juger la Chine. La conséquence de cette logique est que, face à certains aspects de la Révolution culturelle qui les embarrassent, les Français s'abritent derrière cette « muraille de Chine ». Les socialistes français ne font pas exception. Après son voyage en Chine en 1972, Gaston Defferre écrit ainsi dans [\*L'Unité\*](#) le 22 décembre 1972 : « Ce qui est bon pour la Chine ne l'est pas pour la France et je ne souhaite pas plus pour notre pays une civilisation de type chinois que soviétique ou américain. [...] Le programme commun signé par les radicaux, les communistes et nous n'a pas pour but d'appliquer à la France un type de civilisation importé de l'étranger. [...] Cela peut paraître irritant à des esprits raisonneurs comme le sont les Français, mais d'avoir su donner à ce peuple une nouvelle morale, un nouveau comportement, d'avoir su le mobiliser au service de cette religion nouvelle dont les préceptes s'identifient avec ceux de la grandeur et de l'indépendance, c'est ce qui a rendu à la Chine sa puissance. » Nous pouvons dire que, des années 1950 aux années 1970, les socialistes français ne se distinguent pas du reste de la société française par la pertinence de leurs analyses sur la Chine.

Jusqu'à la fin des années 1970, les relations formelle et institutionnelle sont inexistantes entre le Parti socialiste et la Chine. Cette dernière a gardé une méfiance à l'égard de la SFIO et du PS durant toutes les années 1950-1970. Dans les années 1950, l'évaluation par la Chine des forces politiques françaises est proche de la vision du Parti communiste français, en raison des liens de camaraderie entre les communistes chinois et français. En fait, les informations dont disposent les autorités chinoises sur la France sont pour une grande part alimentées par leurs entretiens avec les membres du Parti communiste français. Il n'est donc pas surprenant de lire le constat suivant dans un rapport sur la vie politique française en 1956 : « La droite [de la SFIO] est dirigée par Guy Mollet, elle a tendance à suivre l'impérialisme américain ; le centre est dirigé par Christian Pineau, il réclame une politique étrangère indépendante ; la gauche dont Daniel Mayer fait partie soutient le rapprochement entre l'Est et l'Ouest et la négociation de paix pour sortir de la crise algérienne. Pourtant, la plupart des postes dirigeants de la SFIO sont occupés par les mollétistes [...] **[10]**. »

Dans les années 1960 et 1970, malgré la rupture entre la Chine et le PCF, les relations entre les socialistes français et la Chine ne s'améliorent pas. D'un côté, les relations franco-chinoises sont dominées par le symbole de la reconnaissance diplomatique de la Chine par le général de Gaulle en 1964. Ce sont donc les gaullistes qui sont les mieux accueillis à Pékin. D'un autre côté, le programme commun de la gauche française représente pour la

Chine le danger d'une entente franco-soviétique qui permettrait éventuellement à l'URSS de libérer ses forces de l'Ouest pour les concentrer sur l'Est (la Chine). Pour illustrer cette ambiance des relations franco-chinoises dans les années 1970, citons un dialogue entre Zhou Enlai et Georges Pompidou lors de la visite de ce dernier en Chine en 1973 : « Pompidou : Il y a trop de gouvernements socialistes en Europe ! Socialistes au sens occidental, et qui croient qu'on peut se passer de défense nationale et faire confiance à la bonté des hommes. [...] Nous avons connu ça en France au moment de la montée de l'hitlérisme. Zhou : C'est venu précisément du gouvernement de Front populaire[11]. »

La situation change radicalement à partir de la fin des années 1970. Dans l'objectif d'élargir le « front uni international » antisoviétique, la Chine décide de renouer les relations avec les partis communistes ouest-européens et d'établir des contacts avec les partis socialistes. Le département de liaison internationale du Parti communiste chinois juge alors que les partis socialistes européens sont très influents « chez la masse ouvrière, la petite et moyenne bourgeoisie et l'intelligentsia[12] », et méritent d'être approchés par la Chine pour élargir son audience internationale. En 1980, James Callaghan (Labour Party), Bettino Craxi (Parti socialiste italien) et Mario Soares (Parti socialiste du Portugal) ont déjà visité la Chine. À son tour, [la délégation du Parti socialiste dirigée par François Mitterrand se rend en Chine en février 1981](#), quelques mois avant l'élection présidentielle. Le candidat socialiste est accompagné de Gaston Defferre, Lionel Jospin, Jean-Marie Cambacérès (spécialiste des questions asiatiques, il a effectué un stage à l'ambassade de France à Pékin en 1978 dans le cadre de sa formation à l'ENA), Claude Estier et un certain nombre de journalistes, dont le rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel. Cette délégation séjourne en Chine du 9 au 14 février 1980, et visite la Corée du Nord les 14 et 15 février.

Camarade de classe de François Hollande et de Ségolène Royal dans la promotion Voltaire de l'ENA, Cambacérès appelle depuis plusieurs années à établir des relations régulières avec la Chine. En février 1979, malgré ses fortes sympathies maoïstes[13], il suggère à la direction du Parti socialiste, « en tant que futur parti de gouvernement » et « d'une manière très pragmatique », d'« accepter la situation intérieure chinoise actuelle [post-maoïste], et, face à cet état de fait, de poursuivre en conséquence sa réflexion sur l'état actuel des relations franco-chinoises et leur devenir. Il doit aussi augmenter ses contacts avec le PCC[14]. » En novembre 1980, après la visite de Valéry Giscard d'Estaing en Chine, Cambacérès rédige une note où il souligne les échecs de cette visite (« très peu de convergences apparaissent entre le discours de Valéry Giscard d'Estaing et le discours des Chinois sur leur appréciation de la situation internationale ») et dit que « les Chinois pensent qu'ils ne peuvent rien faire avec le régime giscardien[15] ». Pour lui, le Parti socialiste doit se présenter à la Chine comme « un parti qui est en France le principal représentant des travailleurs[16] », ce qui répond à la volonté chinoise d'élargir ses réseaux parmi les sociaux-démocrates européens.

De fait, François Mitterrand est accueilli en Chine par le vice-président chinois Li Xiannian, qui dans son discours de bienvenue l'appelle « camarade[17] ». De son côté, Mitterrand présente aux dirigeants chinois la position des socialistes sur quelques questions internationales dont certaines les distinguent du gouvernement giscardien et les rapprochent de la Chine : « Le rapport de forces militaire en Europe est inquiétant au profit de l'URSS. [...] PS favorable au désarmement simultané et traité de sécurité collective. Sommes pour ratification de SALT II [*Strategic Arms Limitation Talks*, un traité américano-soviétique sur limitation d'armement]. Inquiet du déséquilibre en Europe. Voulons relations normales avec URSS, mais pas de supériorité de l'URSS[18]. » Ces remarques rassurent certainement les dirigeants chinois, qui étaient très hostiles aux partis socialistes européens dans la première moitié des années 1970. Des échanges réguliers entre délégations ont lieu par la suite.

Ces échanges permettent principalement aux membres du Parti socialiste en tant que socialistes, et non membres de la (future) majorité française, de mieux connaître la Chine pour essayer de construire un lien de camaraderie. Dans les années 1980, certains responsables socialistes considèrent toujours que c'est un pays où sont expérimentées des formes originales de socialisme. En 1982, le responsable des questions asiatiques au Parti socialiste, Jacques Huntzinger (qui se rend en Chine entre décembre 1982 et janvier 1983, accompagné de Jean-Luc Domenach, chercheur au Centre de recherches internationales qui collabore régulièrement aux travaux du secrétariat aux Relations internationales du Parti socialiste), considère que le régime politique chinois en place est « moins tyrannique que le régime de la Révolution culturelle, [qu']il autorise des évolutions limitées ou importantes suivant les cas – des évolutions qui, peut-être, préparent un avenir différent », tout en reconnaissant que « les libertés que nous jugeons fondamentales en Occident n'ont généralement pas cours en Chine[19] ». Par conséquent, « la Chine interpelle un socialisme français qui travaille pour la modification des rapports entre le Nord et le Sud et qui s'efforce de définir concrètement les fondements d'un socialisme démocratique. Plus que tout autre, elle mérite que nous combinions à son égard sympathie et sens critique, espérances et lucidité[20]. » Dans le même temps, l'expérience de l'exercice du pouvoir du Parti socialiste pourrait aussi intéresser « la fraction la plus réformiste » des communistes chinois « qui souhaitent, sans le dire, une plus grande mixité de l'économie chinoise »[21]. C'est pourquoi, dans le cadre des contacts entre le Parti socialiste et la Chine/le PCC, les socialistes français cherchent toujours à trouver « la base politique des échanges[22] » en procédant à des comparaisons de programmes et de pratiques sur le plan domestique et international[23].

Mais les socialistes refusent d'être aveugles dans leurs relations avec la Chine. La multiplication des interlocuteurs politiques de la Chine en France signifie que personne n'a plus le statut d'exclusivité, surtout lorsque le PS et le PCF sont tous les deux sollicités par la Chine : « Le PCC s'est placé en haut d'une sorte de triangle stratégique avec les deux partis de la gauche française qu'il espère peut-être manœuvrer l'un contre l'autre[24]. » De plus,

il ne faut pas oublier que le Parti socialiste intéresse la Chine parce qu'il est au pouvoir, et cet intérêt « paraît souvent évoluer au gré des sondages[25] ». À l'instar de la place qu'occupe la France dans la diplomatie chinoise, le Parti socialiste français n'est qu'un partenaire du Parti communiste chinois parmi d'autres. Et les relations avec la Chine doivent être entretenues par des intérêts plus que symboliques. Cette ligne réaliste et pragmatique domine aussi la visite présidentielle de François Mitterrand en Chine en 1983 (sa troisième visite dans le pays). Concernant la politique intérieure chinoise, les socialistes français s'engagent plus activement dans la défense des droits de l'homme dans ce pays, ce qui correspond au tournant antitotalitaire dans la vie politique et intellectuelle française. Lorsque le célèbre militant démocratique chinois Wei Jingsheng est arrêté en 1979, un certain nombre de personnalités du Parti socialiste signent une pétition pour demander sa libération : Bernard Derosier, Françoise Gaspard, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Marie-Jo et Robert Pontillon, etc.

En conclusion, les relations entre les socialistes français et la Chine ont toujours évolué avec celles entretenues par la société française dans son ensemble avec le géant de l'Extrême-Orient. La « menace rouge », le « fait chinois[26] », l'égalitarisme de la Révolution culturelle, l'interrogation sur les droits de l'homme... ces images qui dominent les attitudes françaises vis-à-vis de la Chine influencent aussi fortement les socialistes français tout au long de la période étudiée. Ce n'est qu'à partir du début des années 1980 que les socialistes français essaient de construire une relation spécifique, « entre socialistes », avec la Chine. Mais son contour reste largement imprécis.

Parti socialiste

Chine

International

---

[1] [Compte rendu](#) du 41<sup>e</sup> congrès national de la SFIO du 15 au 18 juillet 1949.

[2] [Compte rendu](#) du conseil national de la SFIO des 4 et 5 novembre 1950.

[3] *Ibid.*

[4] Edgar Faure, *Le Serpent et la Tortue*, Paris, Julliard, 1957.

[5] Daniel Mayer, « Retour de Chine », *L'Express*, 9 décembre 1955.

[6] François Mitterrand, *Œuvres I*, Paris, Les Belles Lettres, 2016, 648 p., p. 522.

[7] Victor Fay, « La Chine prend le relais », *L'Express*, 28 septembre 1956.

[8] Émission « Les après-midis de France Culture », France Culture, 25 janvier 1974.

[9] Émission « Parti pris », France Inter, 24 novembre 1975.

[10] Archives du ministère des Affaires étrangères chinois, 110-00596-02 (1). Télégramme de l'ambassade de Chine en Suisse, 30 juillet 1956.

[11] Archives du ministère des Affaires étrangères français, 752 INVA 2166. Compte rendu de l'entretien.

[12] Archives provinciales de Hubei, SZ 1-8-185. *Gongzuo huibao tiqang* [Résumé du compte rendu de travail], 9 octobre 1980.

[13] Sous le pseudonyme de Joseph-Samuel Crégut, il a écrit plusieurs articles qui critiquent la « soviétisation » de la Chine après la mort de Mao en 1976. Voir Joseph-Samuel Crégut (Jean-Marie Cambacérès), « Voyage en Chine "ouverte" », *L'Unité*, 13 juillet 1979 ; *id.*, « La Chine hésite », *L'Unité*, 12-18 octobre 1979.

[14] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 5, note de Jean-Marie Cambacérès sur la Chine, 5 février 1979.

[15] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 7, note de Jean-Marie Cambacérès et de Louis-Paul Perone, 6 novembre 1980.

[16] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 7, note de Jean-Marie Cambacérès, janvier 1981.

[17] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 7, discours prononcé par Li Xiannian, sans date.

[18] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 7, compte-rendu des entretiens, sans date.

[19] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 8, réflexions sur la Chine, 1982. Voir aussi l'entretien de Jacques Hutzinger dans *Aujourd'hui la Chine*, n° 26, novembre 1982.

[20] *Ibid.*

[21] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 8. Réflexions sur la Chine, 1982

[22] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 8, lettre de Jean-Luc Domenach à Jacques Huntzinger, 28 septembre 1982.

[23] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 18, « La Chine et nous », sans date. Les archives du PS montrent effectivement une circulation des documents et des idées entre le ministère des Affaires étrangères et le secrétariat aux Relations internationales du Parti socialiste.

[24] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 8, note sur le PS et la Chine, 1982.

[25] Fondation Jean-Jaurès, archives du Parti socialiste, secrétariat aux Relations internationales, 721 RI 18, « La Chine et nous », sans date.

[26] Conférence de presse du général de Gaulle, 8 janvier 1964.